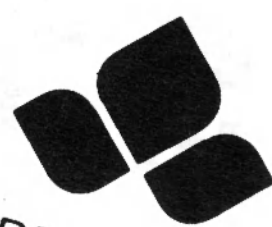


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



dossier institutions

comment réconcilier

la droite et la gauche ?

chirac 1^{er} ministre de

mitterrand après 1986 ?

faut-il modifier la

constitution ? (pages 2 - 3 - 4)

M 2242 - 393 - 7 F
7 DÉCEMBRE AU 20 DÉCEMBRE 1983 - 13^{ème} année - N° 393 - 7 F

les interviews du prince

Le succès de presse du livre du Prince ne se dément pas, cela nous vaut en particulier des interviews fondamentales.

Il est aussi une autre chose qui ne se dément pas, c'est l'hostilité d'une certaine droite. Ainsi «Valeurs actuelles» publie un article d'une page qui, à première vue rend objectivement compte du livre. Mais une lecture plus attentive laisse deviner une sourde hargne encore qu'aucun reproche véritable n'y soit complètement formulé. L'esprit de l'article est que cette lettre aux Français est peut-être intéressante, mais que «l'ainé des Orléans» ne l'a faite que pour plaire au régime en place. A la vérité cet article est

tellement mal fichu que l'on se demande s'il n'y a pas à l'origine un article favorable, charcuté maladroitement par un censeur qui voulait faire passer sa mauvaise humeur ??? Aucune impor-

Plus intéressante est l'interview du comte de Paris dans «Pariscope» (lère semaine de novembre), qui remet les choses en place pour l'accusation portée par des gens de droite : «- Les mauvaises langues, certainement irrévérencieuses, disent même que vous se-

riez de gauche...» — Cte de Paris : «Je n'appartiens à aucun parti, mais à tous les Français. J'ai pour mission de soutenir et de défendre l'Homme, de l'empêcher de se rendre esclave de la modernité. La gauche a parfois pensé cela, mais de manière doctrinale et partisane. Quant à cette supposée appartenance à la gauche, elle est fausse et stupide. Un peu comme on disait jadis que j'étais le Prince rouge...»

Mais l'article le plus passionnant, apportant le plus d'informations nouvelles est paru dans la luxueuse revue «L'An-le magazine freudien» de novembre-décembre. Ce magazine revendique, dans une récente publicité du «Monde», plus de 100.000 lecteurs. Nous analyserons plus en détail le contenu de l'entretien qu'il publie sous le titre «le pari de la monarchie» dans notre prochain numéro.

Annette DELRANCK



«Je crois en Dieu et en l'avenir de ma patrie.
Je ne suis l'homme de per-
sonne.
Je ne suis attaché à aucun
parti politique, quel qu'il soit
ni du centre, ni de la droite, ni
de la gauche.»

Charles de Gaulle
1^{er} avril 1941

Cette profession de foi originelle de de Gaulle est le fondement de la nouvelle République.

Bien au dessus et au delà de
l'illusoire «alternance» dont la
droite comme la gauche trahit
ront toujours l'esprit sinon la
lettre.

La liberté, l'audace, le succès sont donnés de surcroît à quiconque incarne cette mission en humilité vraie : la mission où la France se retrouve et où le monde retrouve la France.

Hors de cela point de salut

M.H

BULLETIN DE COMMANDE

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

commande « Lettre aux Français » :			
/ /	1 ex.	au prix de	45 F (franco 51 F)
/ /	2 ex.	au prix de	85 F (franco 95 F)
/ /	3 ex.	au prix de	125 F (franco 139 F)
/ /	5 ex.	au prix de	200 F (franco 220 F)
/ /	10 ex.	au prix de	338 F (franco 362 F)

et joint son règlement soit : F
(chèque bancaire ou postal à l'ordre de « Royaliste » CCP 1810406N Paris.
Bulletin à retourner à « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Royaliste 393 page 2

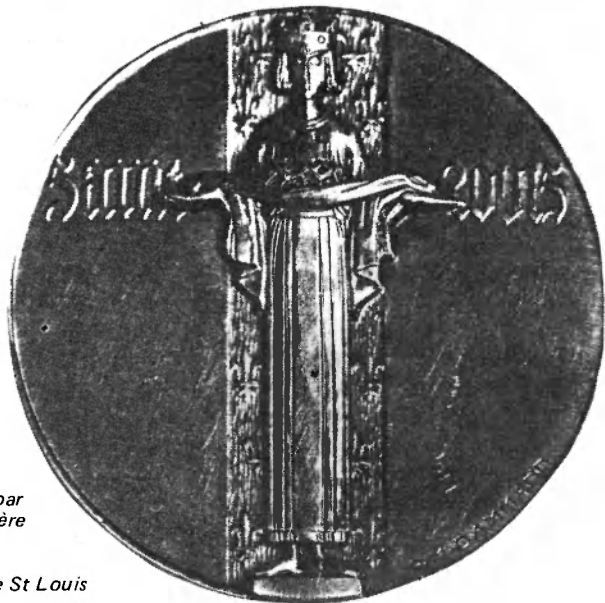
**LE DOCUMENT POLITIQUE
DE LA RENTRÉE**
Le Journal du Dimanche

Comte de Paris
**LETTRE
AUX
FRANÇAIS**

144 pages
45 F

FAYARD

pour une lecture “ ludovicienne ” de la constitution



On ne peut comprendre l'héritage constitutionnel laissé par de Gaulle qu'à la lumière de l'héritage spirituel et politique capétien. (ci-dessus : médaille de St Louis par P.-M. Dammann).

Royaliste : l'affrontement entre la gauche et la droite domine depuis longtemps la vie politique. Faut-il s'y résigner ?

Michel Herson : Pour vous répondre, je voudrais d'abord :
- montrer l'actualité profonde de la conception que nous avons en commun du pouvoir,
- souligner les impostures conscientes ou inconscientes auxquelles cette actualité donne lieu,
- et insister sur le parfait réalisme des espérances que nous entretenons : à l'encontre de ceux qui voient dans notre souci une espèce de vue académique et intellectuelle.

Permettez-moi d'évoquer une actualité sur le vif : à la première page du «Figaro» du 10 novembre, Serge Maffert se félicite qu'à

l'occasion de son voyage à Paris le Président algérien ait rendu visite à Jacques Chirac : «à travers les propos échangés, qui ne furent pas de simple circonstance, on peut déceler la volonté de l'Algérie de regarder au-delà du quotidien et de placer la coopération franco-algérienne dans une perspective historique. Cela, apparemment, a été compris à l'Hôtel de Ville et ailleurs».

Dans la même page, nous apprenons que deux gerbes ont été déposées sur la tombe du général de Gaulle pour l'anniversaire de sa mort : l'une au ruban du Président de la République, l'autre au ruban du président du R.P.R. La première était faite d'iris bleus, d'œillets blancs et de roses roses; la seconde d'iris bleus, d'œillets blancs et de roses rouges.

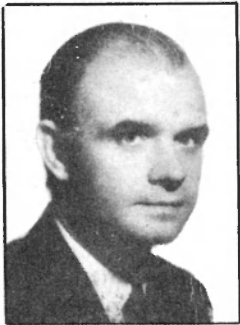
Conjuguant ces deux commentaires du «Figaro», je note d'abord la parfaite actualité du propos du général de Gaulle lorsque, sur sa succession, il déclarait : «pour peu que mon successeur appartienne à l'histoire, ma succession est assurée». C'est cette perspective historique que le pays recherche et que l'extérieur cherche également dans la mission exemplaire que la France a vis-à-vis du monde.

Je remarque ensuite qu'une convergence se manifeste aujourd'hui dans l'hommage à cette «vue historique». On retrouve, à une nuance près, les mêmes fleurs pour signifier le tricolore de l'unité. Les efforts que font les uns et les autres pour illustrer cette définition de rassemblement et d'unité le disent clairement : il n'y a pas un propos du Président de la République devenu exemplaire depuis son accession au pouvoir, pas un des propos du président de tel ou tel parti, jusqu'aux propos du professeur pohérien qu'est M. Barre, qui ne confirment le désir qu'à chacun d'apparaître comme un rassembleur possible !

Hélas, il est certain qu'il y a, consciemment ou non, de l'imposture dans ces attitudes : du fait des circonstances ou du fait des intentions. Du fait des circonstances en ce qui concerne le Président de la République, c'est évident : la position qu'il prend désormais, qui l'amène à consacrer sur tous les grands problèmes la stratégie morale et historique du général de Gaulle, n'empêche pas qu'il est embarrassé par le personnage qu'il a été auparavant, celui de l'opposant inconditionnel ! Dès lors il apparaîtra toujours comme quelque peu suspect, compte tenu de son parcours pré-

cédent et quelle que soit la pureté de ses intentions actuelles ! Comment ne pas souligner l'imposture tenant aux intentions ou au manque de réflexion du président du R.P.R., dont les qualités de «flair» politique et d'autorité sont évidentes, au point d'être dangereusement séduisantes pour une opinion de droite ou de gauche qui en vient à désirer le «bâton pour le bâton». Le fait que Jacques Chirac ait partiellement joué le jeu de la gauche contre la droite giscardienne en 1981, pour mieux incarner, ensuite, la revanche de l'ancienne majorité, le rend par avance prisonnier de cette revanche. A travers une silhouette «Jamesbondienne» de Jacques Chirac, nous pouvons redouter qu'à l'appel de la violence sociale, le président du R.P.R. soit porté, même contre son gré, à chevaucher le mythe quelque peu fascinant qui le caractérise, en dépit des commentaires naïfs et si peu convaincants de M. d'Ormesson sur le livre complaisant de M. Thierry Desjardins. (1)

Il y a aussi la forme «barriste» de l'imposture : nous voyons cet homme tenter de reprendre le «jacobinisme» à son compte. Mais à ceci près que M. Barre est l'incarnation même du professorat technocratique et sûr de lui dont nous avons pu découvrir l'inefficacité pendant des années. Cette assurance qu'il trouve dans la troisième voie est à mon avis une illusion de plus. Ce n'est pas l'obstination «compétente» en matière financière qui peut sauver notre pays, sinon elle l'aurait fait dans l'application précédente de Raymond Barre. Pour répondre à votre question : «Faut-il se résigner à l'affrontement droite-gauche ?» La division de la France ne tiendrait-elle pas à la



michel herson :
«... un vrai
chevalier du
gaullisme...»
(Louis Terroire)
1978

Ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R., ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire, Michel Herson a souvent été présenté dans la presse comme un personnage «énigmatique». On comprend mieux ce qualificatif lorsque l'on sait que dès 1959 Michel Herson a eu la haute main sur tous les dossiers d'investiture des candidats gaullistes, avec tout ce que cela suppose de connaissances exactes sur le personnel politique et de pouvoirs d'arbitrage. Il fut de 1965 à 1973 l'un des principaux collaborateurs de Michel Debré. Mais, quel est le sens de l'engagement de ce gaulliste de toujours ?

Michel Herson a naguère avoué à un journaliste que son engagement datait de son adolescence : lorsque son grand-père, président du conseil de la société du Louvre, recevait chez lui les futurs présidents du Conseil - il était un de ceux dont on disait qu'ils faisaient et défaisaient les gouvernements. Très jeune - et quelle que fût son admiration et sa fidélité filiales - il souffrait de voir ainsi bafouer l'indépendance de l'Etat. Un hebdomadaire devait préciser que «son souci de l'indépendance de l'Etat par rapport aux puissances économiques l'ont conduit près du comte de Paris et, en même temps, près de Michel Jobert. Chacun comprendra ce qui nous rapproche et tout ce que l'équipe et les lecteurs de «Royaliste» ont à gagner à la fréquentation de l'un des plus fins analystes du jeu des institutions de la Vème République.

INSTITUTIONS

nuance hypocrite contenue dans le cocasse chassé croisé du **rose présidentiel** et du **rouge chiraquien** ? Et au-delà de l'appétit démagogique à garder ou à prendre le pouvoir, au delà des impostures résignées ou ambitieuses, ne trouve-t-on pas l'**actualité** et le **réalisme** de la conception que nous avons de ce **pouvoir**.

● **Royaliste** : Il y a quelques semaines, on a beaucoup parlé de «**cohabitation**». Que pensez-vous des perspectives institutionnelles, au vu des difficultés qui pourraient surgir après les élections de 1986 ?

Michel Herson : La logique même de ces institutions voulues par le général de Gaulle indique clairement ceci : des élections législatives aboutissant à une majorité contraire à celle qui a élu le Président de la République constituent un phénomène parfaitement extérieur à la légitimité établie du Président de la République. La raison, toute simple, est qu'il n'y a pas deux légitimités.

Celle du Président élu au suffrage universel est originellement supérieure à ce qui aboutit à l'expression, très respectable, des féodalités idéologiques, régionales, économiques, personnelles telles que souhaitablement elles ont à s'affronter au Parlement pour donner naissance à des majorités successives sur des problèmes successifs abordés en «**âme et conscience**» et non pas systématiquement par absurde discipline de parti. Ce qu'Edgar Faure appelle des «**majorités d'idées**». En effet, il n'y a pas de raison, parce que l'on est favorable à l'avortement, bien que «**de droite**», favorable à la peine de mort, bien que «**de gauche**» pour que l'on vote contre sa conscience sous prétexte d'opposition sacrée. Cette expression parlementaire de nos différences d'origine et de convictions telles qu'elles rendent l'alternance et la révolution permanentes et loi par loi, doit inspirer le chef de l'Etat sans qu'il y ait partage convenu ou résigné de la légitimité dont il est pour sept ans, et par délégation du Peuple, seul détenteur.

Si le résultat des élections de 1986 aboutit à un basculement de la majorité, il serait contraire à l'esprit de la Constitution telle que de Gaulle l'a voulue, de prétendre que la majorité du pays n'est plus celle du Président de la République, et que celui-ci doit se démettre - comme le dit M. Barre - ou se soumettre aux diktats d'un

Premier Ministre issu de la nouvelle majorité comme le pense M. Chirac.

Contrairement à ce qu'affirme de bonne foi M. Foyer, que je respecte particulièrement, jamais de Gaulle n'a pensé que des élections locales - d'ailleurs le plus souvent perdues en valeur absolue par le parti gaulliste de 1958 à 1974 - mettaient en question le mandat souverain et légitime du Président de la République et, à l'exception du recours référendaire de nature «**présidentielle**», il n'aurait sûrement pas démissionné au vu d'élections législatives.

Pour François Mitterrand l'épreuve de 86 sera décisive. Si le Président parvient à faire la démonstration, par son «**charisme**» propre, par le choix des hommes et par le choix des sujets qu'il soumettra au Parlement, de cette majorité d'idées saisissable dans l'Assemblée qui lui sera donnée, alors il aura un **rôle historique**. Personne en effet n'a pu résoudre une telle situation, et le général de

ment, ce qui semblerait indiquer qu'une majorité cohérente est nécessaire ...

Michel Herson : Une majorité cohérente ne signifie pas forcément un vote bloqué contre l'Etat selon qu'il est réputé de gauche ou de droite. La politique, c'est le quotidien. Au Président de la République, compte tenu de l'indication que lui donnent le résultat des législatives et la composition du Parlement, de choisir les sujets qu'il lui soumet et de les élaborer de telle façon qu'il puisse en espérer une majorité non pas systématique mais faite de parlementaire réellement libres.

C'est tout de même étonnant qu'un député dont la Loi et les règlements républicains prévoient le déshonneur dès lors que son vote résulterait d'une contrainte extérieure soit, sans scandale, soumis à la discipline de vote de son parti !

Il est vrai que, jusqu'à présent, les circonstances ont donné raison à l'autre lecture de la Constitu-

tion - cette lecture «**à l'anglaise**» dont Jean-Pierre Cot parlait récemment. Il y a en effet la lecture capétienne faite par le général de Gaulle, et la lecture anglaise faite par Michel Debré. Paradoxalement, c'est cette lecture anglaise qui l'a emporté dans les faits et, tout aussi paradoxalement, la seule période où la lecture capétienne a prédominé coïncide avec la période où Michel Debré a été Premier Ministre. Jean-Pierre Cot a tout fait raison de dire que la première illustration des institutions, fut celle d'une Assemblée, où Michel Debré n'avait pas de majorité acquise. L'Affaire d'Algérie réglée, le Général, exaspéré par l'entêtement jacobin centralisateur et anglomane de Michel Debré avant tout soucieux du fait majoritaire et partisan d'élection anticipées, fait appel à l'empirisme de Georges Pompidou. Malheureusement, celui-ci, trop conventionnel dans sa conception de la souveraineté, ne fait que mettre en place le dispositif prévu par Michel Debré : c'est Pompidou qui, pour la première fois, prononce le mot de majorité, et qui prend pratiquement la présidence de l'UDR en nommant ostensiblement les secrétaires généraux de ce mouvement. Puis c'est le ballottage de 1965, qui déçoit le Général et le rallie temporairement à cette néfaste notion de majorité.

Depuis, nous sommes enfermés dans ce piège qui nous vaut d'avoir en permanence un Président et une majorité contre lesquels 50% de l'opinion pense qu'il est de son devoir de jouer le catastrophisme. Sans voir que si demain il y avait renversement le jeu inverse deviendrait tout aussi vrai et tout aussi préjudiciable à la France !

La France ne peut perpétuer ce système : coïncé entre les gran-



Une commune volonté d'apparaître comme Le rassembleur, qui n'est pas sans une certaine imposture ...

Gaulle n'a pas pu le faire comme il l'aurait voulu en 1967, quand le balancier penchait à gauche. A ce moment-là, il était très tenté d'appeler à Matignon un Premier Ministre appartenant au gaullisme dit «**de gauche**» pour montrer que, précisément, le gaullisme n'est ni de droite ni de gauche. Or s'il ne l'a pas fait, c'est que la gauche, dans sa mauvaise foi, s'en prenait à ce moment là à la Vème République; le Général fut donc forcé de recourir à la même majorité, celle de son parti, afin de **préserver avant tout les institutions**. Il a eu raison puisque la même gauche, arrivée au pouvoir, se félicite de l'existence de ces mêmes institutions.

● **Royaliste** : La Constitution établit cependant la responsabilité du gouvernement devant le Parle-

ment. Comment envisagez-vous la responsabilité du gouvernement devant le Parlement ?

des puissances qui interviennent, parfois financièrement, dans ce jeu dangereux, nous devons en revenir à l'unité supérieure exprimée par un Président de la République qui ne provienne ni de la majorité, ni de l'opposition, mais d'«**ailleurs**».

A cette notion royale, que le comte de Paris incarne en permanence, et qu'il vient de rappeler comme «**au delà de lui-même**» dans sa «**Lettre aux Français**». (2)

● **Royaliste** : la lecture «**anglaise**» de la Constitution ne correspond-elle pas à la réalité du pays ? N'y a-t-il pas, dans les grands partis une logique de puissance qui risque de rendre impossible la lecture capétienne de la Constitution ?

Michel Herson : Soutenant, il y a peu, la même thèse devant M.

Couve de Murville, celui-ci me répondait que les habitudes étaient prises et que ma conception était très académique. Pas si académique que cela ! La conception que je défends chemine, consciemment ou non : elle encombre les journaux et les hommes politiques sont obligés de jouer cette vocation «pontificale» en se défendant l'un d'être fasciste, l'autre d'être socialiste, le troisième d'être l'homme du compromis historique !

De plus, l'expérience a été faite par le général de Gaulle pendant onze ans. On nous dira que le Général était inimitable. Ce n'est pas sérieux. De Gaulle a été à la fois le héros instaurateur et l'humble utilisateur de ce dont nous parlons. Pour fonder les institutions, il fallait certainement des circonstances particulières et le génie propre du Général. Mais pour continuer, il suffit d'être intégralement dégagé de tout lien avec ce qu'on appelle la droite et la gauche.

Cette droite et cette gauche qui, d'ailleurs, ne correspondent plus à la réalité sociologique d'aujourd'hui. Nous voyons bien que, pour les deux tiers, l'électorat communiste de M. Marchais est en réalité un électorat poujadiste d'ambition bourgeoise; cet électorat s'effrite en conséquence et évolue doucement vers un désir d'ordre pour l'ordre, favorable à M. Le Pen. Les notions de droite et de gauche sont sociologiquement dépassées. Et il suffit que «quelqu'un» se situe clairement ailleurs pour que l'on s'aperçoivent que de Gaulle peut être imité.

● **Royaliste : Récemment, Michel Debré considérait comme attentatoire aux institutions l'idée d'introduire dans le système électoral une certaine dose de proportionnelle. Qu'en pensez-vous ?**

Michel Herson : Michel Debré a le sens de l'Etat et le général de Gaulle l'avait choisi pour cela. Son rôle historique est d'ores et déjà acquis puisque nous lui devons les structures constitutionnelles et administratives de la France. Mais il est certain que l'activisme de Michel Debré, et ce qu'il y a de passionnel dans cet activisme, l'amène à confondre l'essentiel et l'accessoire. Faire du mode électoral un fondement des institutions, c'est peut-être dans sa logique anglaise, majoritaire, mais, tout de même, ce n'est pas par hasard que le Général a écarté le mode électoral de la Constitution.

Pour lui, cela relevait de l'opportunité. Souvenons-nous même que le Général a accordé comme une concession à la gauche de l'époque le système majoritaire alors qu'il était certainement enclin à considérer que le système proportionnel garantissait plus sûrement l'indépendance du chef de l'Etat. Mais, si on doit faire de cette question un principe, et si l'on reste fidèle à une conception capétienne du pouvoir, la proportionnelle est sans aucun doute préférable, mais la proportionnelle intégrale. On pourrait même aller jusqu'à classer les députés par ordre alphabétique pour les rappeler à leur autonomie de conscience. Enfin, si l'on doit réduire le mandat présidentiel, ce que je trouve très dangereux, il faut, à plus forte raison, instaurer la proportionnelle. Car faire coïncider le mandat présidentiel et le mandat parlementaire c'est s'enfermer dans cette lecture anglaise que je dénonçais tout à l'heure. C'est substituer le fondement majoritaire à celui de la légitimité du Président de la République. Nous ne sommes pas les Anglais (tant mieux ou tant pis pour nous ?) et Michel Debré qui s'obstine à défendre, en fait, cette substitution sait très bien que la règle majoritaire n'a pas empêché l'instabilité de la IIIème République ni l'accaparement du suffrage universel par les partis d'autant plus concurrents de la légitimité présidentielle qu'à travers le concept majoritaire précisément, ils se réduisent aujourd'hui à la «bande des quatre» !

● **Royaliste : Dès lors quel est, sur le plan institutionnel, le véritable enjeu ?**

Michel Herson : J'ai parlé de l'évolution sociale de notre pays, qui montre la nécessité de l'ailleurs. Quant à la situation internationale, elle donne tout son sens à la vocation romaine de la France : dans l'espèce de permanence des civilisations, la France se trouve avoir une mission désintéressée et spirituelle, entre la mission guerrière venant du monde germanique et la mission marchande et impérialiste venant du monde anglo-saxon. Il faut, à cet égard, rendre hommage à l'action de l'actuel Président de la République : nous voyons aujourd'hui l'écho que rencontre le message de la France dans ses anciennes colonies, dans l'espace francophone et bien au-delà.



Michel Debré, la lecture anglaise de la Constitution.

Le choix ne sera pas entre la droite et la gauche, mais entre une notion **autocratique** du pouvoir - à laquelle, je regrette de le dire, le personnage de Jacques Chirac correspond - et cette notion **royale** conforme à la vocation originelle et à la vocation originale de la France.

J'ajoute que, pour moi, la **décision** ne peut être que **théocratique**. Ce qui peut heurter. Mais entendons-nous bien : si la stratégie historique du pays ne peut émaner que d'un homme, d'une conscience, et non d'un collège, le pouvoir théocratique n'est pas celui d'un homme que se prend pour Dieu. C'est exactement l'inverse : dès l'instant qu'un homme doit prendre, au nom de la collectivité, cette décision forcément morale - qu'est-ce que l'Histoire sinon l'affrontement permanent des circonstances et de la **Morale** ?- il ne peut le faire que par **référence** à Dieu. C'est ce que signifient la gestuelle du sacre et l'attitude des rois de France qui se voulaient **serviteurs de Dieu**. Quand on parle de pouvoir de droit divin, on désigne ce pouvoir au service de Dieu qui est la meilleure garantie de l'humilité de celui qui est au pouvoir. Alors que dans l'autocratie, au contraire, l'homme s'expose à se prendre ou à être pris pour Dieu. Qui sommes-nous - même le roi - pour oser prendre une décision et l'imposer aux autres, si nous ne la prenons pas au nom de ce qui nous dépasse ? Ou alors gare à l'imposition, gare à l'enfer.

Mais l'**inspiration** doit être de nature **démocratique**, comme l'a voulu le général de Gaulle. Vox Populi, vox Dei. C'est trop facile de dire, comme autrefois l'Action française, que le bulletin de vote de l'ivrogne ne peut peser le même poids que celui du professeur en Sorbonne. C'est au contraire très

sain, parce que de ce mélange général des origines, des talents, et des infirmités, résulte une **conscience collective** plus exacte que celle qui émane du personnel réputé «d'importance».

L'**exécution** seule doit être **aristocratique** c'est-à-dire, aujourd'hui, **technocratique**, car elle doit correspondre à la sélection du meilleur, du plus compétent, mais **au service**, et seulement au service de la conscience collective.

Il est normal que nous choisissons le plus compétent pour réparer un robinet comme pour appliquer une technique économique. Mais, en politique, cette compétence ne doit s'exercer que pour **exécuter** ce qui aura été décidé au niveau de l'histoire par le roi lui-même inspiré par la diversité des origines et des capacités de chacun. Depuis la Révolution, nous traînons une conception manichéenne qui oppose les trois fondements du pouvoir qui doivent en fait, se conjuguer : la démocratie, la monarchie et l'aristocratie. C'est une illusion que de vouloir privilégier l'un de ces fondements. La décision ne peut sortir de la diversité parlementaire fût-elle captée dans le prisme majoritaire; non plus qu'elle doit être attendue de la compétence des exécutants, si illusoirement sécurisants que soient les talents spécifiques des Giscard, Barre ou Rocard, non plus qu'elle doit résulter d'une aptitude à l'autorité pour l'autorité à la Chirac.

Pour que l'inspiration puisse jaillir de cette diversité enrichissante, pour que cette inspiration devienne réellement et efficacement exécutoire par une technocratie gestionnaire heureusement sélectionnée et contenue, il y faut le **«Juge»** réduit, dans une sorte d'abolissement de soi-même, à incarner la conscience collective et à l'imposer aux «forts en thème» et aux «forts en muscles».

Si le gaullisme, tel qu'il préexistait à de Gaulle et lui survit, reste, selon le mot d'Annie Kriegel, le «meilleur intégrateur de modernité», c'est grâce à cette «main de Justice», à cette ouverture «en Haut et en Avant» selon Theilard, à cette voie Royale hors de laquelle se fourvoient les doctrinaires de tous poils, les techniciens de tous talents et les mentors de toutes carrures.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

(1) Ed. de La Table Ronde.

(2) Ed. Fayard.

syndicalisme :

la feuille de paie

Les syndicats rejettent la politique de rigueur que le CNPF exploite à dessein. Le gouvernement attend que les initiatives du second forcent la main aux premiers et se refuse toujours à mener une « autre politique ».

La rigueur, ça ne marche pas, la rigueur, nous n'en voulons pas ! Voilà exprimée en un slogan la pensée du moment des cinq grands responsables syndicaux, formant pour l'occasion une « union sacrée » qui paraissait bien improbable il y a peu encore. Qui a permis ce brusque durcissement de ton des partenaires sociaux ? L'approche de négociations sur des dossiers d'importance, salaires, assurance-chômage, incite à l'intransigeance, pour se placer au mieux dans les prochaines discussions. Les élections à la Sécurité Sociale et aux Caisses d'allocation familiales du 19 octobre dernier ont infligé une lourde sanction à la CFDT et à la CGT, aujourd'hui contraintes de s'aligner sur les positions plus critiques, plus revendicatives des syndicats « réformistes ». Enfin, après huit mois d'unepolitique dite, par une facilité de langage, de rigueur, les premiers résultats nous parviennent, les premiers jugements sérieux peuvent être portés et les centrales syndicales ne manquent pas à cette tâche.

La hausse des prix d'octobre, 0,7%, est venue faire perdre son

« pari » à Jacques Delors : l'inflation ne se limitera pas à 8% cette année. Il est à prévoir une hausse de 9% et plus en 1983. Echec grave, puisque le « plan Delors » engageait l'économie française dans une politique visant essentiellement à la désinflation. Réel succès : le redressement du commerce extérieur (avec la nuance que pour certains observateurs ce succès est dû en partie aux « nationalisées » qui « cassent les prix » sur les marchés extérieurs, avec les chances et les risques d'une telle opération). Maigre compensation : la courbe du chômage ne s'est pas précipitée vers le haut, comme pouvait le laisser craindre un tel « refroidissement » de la machine économique. Mais les perspectives qui s'élaborent ici ou là affichent leur pessimisme : des 2,8 millions de chômeurs évoqués à Bourg par Chevènement aux 2,5 millions de Bergeron, en passant par les 200 à 250.000 chômeurs supplémentaires pour 1984 envisagés, si rien n'est fait, par Jack Ralite, il n'est que « vision d'apocalypse », selon l'expression de J. Delors.



L'adoption d'une politique de désinflation après deux années de relance, tournant spectaculaire, n'avait pas suscité la réprobation de la CGT, ni de la CFDT. La CGT, qui n'est comme chacun sait que le PCF par d'autres moyens, se trouvait liée par une implicite solidarité gouvernementale. Un lien auquel le PC a donné du mou ces derniers temps. La justice sociale ? « On ne voit pas où elle est actuellement » s'autorise Henri Krasucki. Son ami Louis Viannet considère tout compte fait l'après-municipales comme un « infléchissement négatif au regard des objectifs affirmés après mai-juin 1981 ». Les termes demeurent prudents mais la contestation n'est plus refoulée. Edmond Maire avait regretté que le plan Delors ne soit pas assorti d'un volet social, tout en se félicitant de ses vertus économiques. Le secrétaire général de la CFDT ne porte plus de jugement aussi balancé : « le gouvernement n'a pas su ou n'a pas voulu s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation ».

La préoccupation de l'heure est le maintien du pouvoir d'achat, rendu difficile par le pari perdu du ministre de l'Economie et des Finances. « La CGT est le syndicat de la feuille de paie », affirme Krasucki. Edmond Maire, ne renierait pas aujourd'hui une telle façon de penser, qui est d'ailleurs légitime si le syndicat ne se limite pas à cette seule fonction. On peut se demander si les responsables syndicaux ne pensent pas tout bas ce qu'André Bergeron énonce bien haut, à savoir que la politique de Pierre Mauroy serait « la même que celle de Margaret Thatcher, dont la philosophie est le tassement de la consommation intérieure, c'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat ».

Perte ou maintien du pouvoir d'achat, tel est en effet l'enjeu de la prochaine confrontation sociale. Les syndicats, qui ont négocié la hausse des salaires sur la base de 8% d'inflation, demandent justement l'indexation des salaires sur les prix, puisque l'indice prévu sera largement dépassé. Edmond Maire juge naturel que le gouvernement respecte le « contrat moral » qu'il a passé avec les syndicats. La CFDT menace de ne pas discuter les accords salariaux de l'an prochain sur la base des 5% souhaités par Jacques Delors s'il n'y a pas rattrapage des pertes de salaires pour 1983.

Le seul syndicat satisfait est le CNPF. Le plan de rigueur se nourrit d'une même philosophie que celle de la centrale patronale : la spirale prix-salaires est perçue comme la cause principale de l'in-



demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à : «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

flation. Le quasi blocage des salaires en 1983 infirme pourtant cette analyse. Casser l'inflation en cassant l'échelle mobile des salaires, demande Yvon Gattaz, pour lequel le gouvernement doit aller jusqu'à «renoncer à la politique de revalorisation du SMIC». Le CNPF entrevoit parfaitement la «chance historique» qui lui est offerte d'imposer ses thèses et d'aboutir à un compromis historique avec le pouvoir de gauche : le plan Delors relève du libéralisme classique, les syndicats «révolutionnaires» sont défaits depuis le scrutin de 19 octobre, la menace du chômage ne favorise pas les mouvements revendicatifs, Yvon Chottard a toute raison de croire avec cynisme qu'une explosion sociale est impossible d'ici la fin de l'année.

Que pense, que fait le gouvernement ? Le Premier ministre n'est pas revenu sur sa promesse de maintenir le pouvoir d'achat moyen. Jacques Delors se dépense beaucoup pour rendre crédible son objectif de 5% pour 1984. Mais l'attitude générale est à l'attentisme. Jacques Delors peut espérer que le patronat, en position de force, impose aux syndicats la perte du pouvoir d'achat, sans que le gouvernement ait à intervenir. Mais il n'est pas certain que le CNPF soit dupe de la manœuvre et accepte d'assumer l'austérité gouvernementale. Si les lois Auroux obligent les partenaires sociaux à la négociation, elles ne les engagent pas nécessairement à un accord. La stratégie de l'at-

tente peut être utilisée au profit du patronat, qui sait pertinemment que Jacques Delors devra dévoiler ses cartes lors des négociations salariales pour la fonction publique et le secteur nationalisé, début 1984.

Attendre et voir, tel est de même l'attitude du gouvernement en matière d'assurance-chômage. Le CNPF se propose de distinguer l'assurance attribuée par l'UNEDIC et la solidarité nationale à la charge de l'Etat. Découplage qui aurait pour effet, selon la CGT, d'exclure 700.000 chômeurs de l'UNEDIC. Ultime réunion le 14 décembre, où syndicats et patronat s'entendront au moins sur un objectif : la nécessité d'un nouveau régime d'indemnisation des chômeurs dans lequel la participation de l'Etat sera accrue.

La défense du pouvoir d'achat n'est pas de nature corporatiste. Elle fait corps avec cette «autre politique» qui articule la nécessaire croissance sur la reconquête du marché intérieur, la relance de la consommation, une rigoureuse politique des importations et une réduction des inégalités fautrices d'inflation. Encore serait-il plus juste de parler de défense de la masse salariale globale, en s'attachant d'abord à soutenir le pouvoir d'achat des plus démunis sans qu'il y ait de répercussion automatique sur toute la hiérarchie des salaires. Mais le plan Delors tourne le dos à une telle politique. Le pire n'est pas à souhaiter, mais on ne peut s'empêcher de le redouter.

Emmanuel MOUSSET



presse :

les leçons de

m. hersant



Beaucoup de bruit, ces temps-ci, sur la «loi sur la presse» déposée le jeudi 17 novembre sur le bureau du Conseil d'Etat par le gouvernement. Une surprise de taille : M. Hersant se sent personnellement attaqué. N'y aurait-il pas là quelques évidences ?

M. Robert Hersant, jusqu'ici plongé dans une réserve monastique lorsqu'il s'agit de parler de lui et de son groupe, a enfin révélé à la France étonnée qu'il se sent personnellement visé par le projet de loi sur la presse. Quoi de surprenant dans cela lorsque l'on sait - on ne le sait pas - que M. Hersant contrôle, directement ou indirectement, 18 quotidiens régionaux ou nationaux, et qu'il a l'ambition de prendre le contrôle du «Dauphiné libéré», véritable «clef de voûte» de la presse dans la région Rhône-Alpes ?

Que M. Hersant soit personnellement visé, cela ne fait aucun doute et c'est une fausse querelle. S'attaquer aux concentrations excessives de la presse suppose nécessairement de faire tomber l'empire Hersant, mais s'attaquer à cela, c'est aussi défendre des principes essentiels d'honnêteté qui ne sont pas respectés aujourd'hui. Le problème n'est pas tant dans ce qu'on lit - chacun, après tout est capable de se faire une opinion et d'acheter son journal en conséquence - que d'avoir entre les mains un produit frelaté.

Il faut savoir en effet qu'un titre appartenant à un empire de presse n'a dans la plupart des cas, aucune existence réelle. Ses articles se retrouvent dans les autres titres du groupe, la publicité de ces titres est groupée et leur survie ne tient qu'à l'énorme marché publicitaire qu'ils représen-

tent. Le fait marquant de tout cela est l'incroyable uniformité de la presse française à grand tirage, où finalement aucun titre ne peut tenter le pari de l'intelligence et offrir au public un produit original et de qualité. «Libération» et, dans une certaine mesure, «Le Quotidien de Paris», sont ici de brillantes exceptions.

La loi, qui veut garantir à chaque titre l'autonomie de sa conception, définit clairement son but : assainir le marché de la presse inondé de titres «artificiels» et débloquent une situation devenue inquiétante.

Elle se donne pour principe la transparence; vœu sans intérêt, dira-t-on, dans la mesure où un journal est l'œuvre de journalistes, seuls intéressants à connaître. Un propriétaire mal aimé, mal connu, peut donner une image antipathique à un journal qui ne le mérite pas. C'est un risque à prendre, indispensable pour une nouvelle donne sur le marché de la presse. Va-t-on enfin avoir affaire à des patrons de presse qui n'ont pas honte d'eux-mêmes, et pour qui la direction d'un journal est plus qu'une affaire d'argent ? M. Hersant, dans les temps reculés où son «Auto-journal» comptait seul à ses yeux, l'aurait sans doute souhaité, et nous n'aurions pu, en ce sens, que l'approuver.

G.V.

quand Israël retournera à Dieu

L'Israël des pionniers, askénaze, socialiste, démocratique et laïque a largement basculé au cours des quinze dernières années.

L'image qui apparaît de plus en plus clairement aujourd'hui est celle d'un Israël orientalisé, individualiste, tendu et religieux.

Les conflits majeurs depuis 1967 ont moins opposé arabes et juifs qui s'ignorent mutuellement que juifs à d'autres juifs. Le statut des Territoires occupés préoccupe, il peut jouer comme un détonateur, accusant la «déchirure» (J. Held) de la société israélienne mais celle-ci trouve ailleurs son origine. Les grands débats qui passionnent actuellement l'opinion sont l'un d'ordre économique, la situation de quasi-banqueroute contraignant à une austerité mal acceptée, l'autre religieux.

Juifs orientaux et juifs religieux ont été traités en citoyens de seconde classe. Le succès de M. Begin s'est expliqué par une volonté d'affirmation de soi des premiers désormais majoritaires.

Pour ce qui concerne les seconds, leur importance, longtemps liée au besoin d'un parti-charnière, est devenue centrale. Considérés comme une survivance archaïque, inspirant parfois la nostalgie, le plus souvent l'ironie ou l'agacement, ils s'affirment une force dynamique.

Quand on parle de juifs religieux, il s'agit non des juifs simplement observants ou traditionaliste mais des juifs dit orthodoxes ou ultra-orthodoxes, ou rigoristes, ou encore «pieux», ces hommes à papillotes, en caftan et feutre noir, ou chapeau rond des

hassidim (1), dont la vie entière est ordonnée autour de la Torah. Estimés à plus de 20% de la population de Jérusalem, en constant accroissement du fait d'une démographie nettement supérieure à la moyenne, ils attirent de plus en plus de jeunes. Dans tout Israël,

545 Yeshivot (séminaires talmudiques) rassemblent 53.456 rabbins en herbe. Parmi eux le tiers des étudiants de plus de 18 ans que compte le pays.

Cette renaissance religieuse est le fait de la Diaspora - la majorité des nouveaux immigrants sont des religieux - mais aussi des jeunes Israéliens, moitié askénazes, moitié séfarades (2). 3.3000 jeunes ont ainsi repris le chemin de l'étude talmudique en Israël dans des centres qui leur sont spécialement destinés. Ils sont appelés les «Baalei Teshva», les «pénitents» ou les «retournants» (à Dieu, à la tradition). Leurs motivations ? Écoutons l'un deux : «Seul un retour aux sources peut permettre de résoudre les problèmes. Mon intérêt pour la politique diminuait au profit de la religion... Le peuple juif était destiné à être plus qu'un État et une armée. Il a toujours été un peuple particulier moralement et spirituellement. Il me semblait que nous avions perdu cela» (3). Les juifs orientaux, frustrés par les valeurs occidentales, y trouvent un moyen de retrouver la vie des ancêtres supérieure à la culture séculière israélienne importée d'Europe.



Il y a quinze ans on s'interrogeait sur la portée de l'athéisme en Israël, de la désacralisation de la Terre Sainte et du «retour à Sion». Ces jeunes, nouvelle génération de l'assimilation, apportent aujourd'hui la réponse qui rejoint la permanence des anciens hassidim survivants de l'holocauste.

Ce monde religieux, très diversifié, élitiste et populaire, érudit et illuminé, a en commun son refus de l'étude des cultures, des civilisations, des sciences ne présentant pas de rapport direct avec le judaïsme. On lui reproche sa mentalité de ghetto, son agressivité à l'égard des juifs séculiers (les incidents sont en effet nombreux là où comme à Jérusalem ils cohabitent dans les mêmes quartiers). Tout dialogue est impossible entre eux; a fortiori avec les chrétiens; a fortiori avec les musulmans parmi lesquels l'intégrisme progresse régulièrement avec le même éloignement des luttes politiques y compris d'une OLP laïque et démocratique.

Une infime minorité de juifs religieux revendique pour eux seuls la Judée et la Samarie biblique («Gouch Emounim») et prétendent construire le troisième temple à la place du Dôme du Rocher. Mais la grande majorité -

dont les enfants, rappelons-le, ne font pas de service militaire - est totalement coupée des réalités profanes. Leur mode de vie ne leur laisse pas le temps de s'informer. Ils en ont perdu le goût. Ils les réprouvent. Force ou faiblesse ? L'Histoire, même celle de l'holocauste, n'a pas tranché.

Georges NENAERT

(1) Forme de piétisme mystique et populaire apparue en Europe centrale au milieu du XVIII^e siècle autour de quelques grandes figures charismatiques qui ont donné naissance à de véritables dynasties familiales dont les descendants demeurent jusqu'à nos jours en Israël et à Brooklyn à la tête de communautés héréditaires connues sous l'appellation de «cours hassidiques».

(2) La grande surprise des élections municipales du 25 octobre dernier à Jérusalem a été le succès remporté par une liste séfarade orthodoxe dissidente arrivée avec près de 10% des voix à égalité avec la liste officielle de l'Agudat d'Israël.

(3) «Autrement», hors série numéro 4, consacré à Jérusalem, 65 F. On conseillera utilement la lecture de ce recueil où juifs et arabes décrivent de l'intérieur leur ville trois fois sainte. David Shahar, André Chouraqui, Claude Vigée, Albert Memmi, Shmuel Trigano, le Père Dubois, y cohabitent avec Mahmoud Darwish, Daoud Kuttab, Akram Haniyeh, Ibrahim Dakkak et bien d'autres.

un itinéraire catholique : jean de fabrègues (1906 - 1983)

Jean de Fabrègues est mort, Pierre Andreu nous rappelle l'essentiel de l'itinéraire de celui qui fut son ami.

En écrivant ce douloureux article, j'ai sous les yeux le premier numéro de *Réaction*, 5 avril 1930, directeur Jean de Fabrègues, *Réaction* pour l'ordre, précisait un sous-titre. Fabrègues avait vingt quatre ans, il venait de quitter l'Action française, il l'avait abandonnée en pleurant, «des larmes dans les yeux», comme il l'a écrit dans la préface de son livre, *Charles Maurras et son Action française*. Ce fut, comme tous ces départs qui jalonnent l'histoire de l'Action française, comme celle, à l'autre bout de la révolte, du parti communiste, un départ sans retour, mais non sans fidélité. D'autres jeunes hommes, catholiques pour la plupart, et qui étouffaient dans une Action française empétrée dans ses polémiques avec le Pape et oublieuse de ses convictions sociales d'avant la guerre, l'avaient accompagné. Que trouve-t-on parmi les signataires du «Manifeste» que publiait ce premier numéro ? Robert Buron, André Piettre, un futur maître de l'égyptologie, Jean Sainte-Fare Garnot, René Vincent qui sera avec Fabrègues à *La France catholique*, le futur rédacteur en chef de *La Table Ronde* et d'*Arts*, Jean Le Marchand, mon cher ami Jacques-François Thomas, peintre et philosophe déjà, chez qui, dans un vieil immeuble de la rue du Dragon, la revue s'abritait pauvrement. Et que voulaient ces jeunes gens ? Même s'ils ne le disaient pas et s'ils plaçaient leur démarche sous une revendication «pour l'ordre», ils voulaient une révolution : une révolution politique, sociale, spirituelle : «L'ordre, disait le Manifeste, ce n'est pas la protection des coffres-forts ni l'union des intérêts économiques, ce n'est pas défense des hommes en place, mais subordination à ce qui peut les légitimer... s'ils le servent.» On était tout près de la dénonciation du «désordre établi» qui serait un leit-motiv d'Emmanuel Mounier et du groupe *Esprit*, deux ans plus tard. Comme nous étions proches les uns des autres ! Bernanos avait donné un beau et long texte à ses jeunes amis.

Après *Réaction* qui vécut péniblement jusqu'en 1932 - douze numéros en trois ans - Fabrègues tentera de faire vivre des revues plus académiques - la *Revue du siècle*, la *Revue du XXème siècle* - qui ne heurteront pas aussi brutalement les mœurs de la droite bien pensante, mais il n'y fut jamais très à son aise et, en 1936, ce fut *Combat* avec Thierry Maulnier. Cette aventure de *Combat*, je l'ai partagée pendant un an avec lui, et mon amitié remonte à ces jours-là. *Combat* avait deux directeurs : Fabrègues et Thierry Maulnier. Ils étaient très différents, l'un était nietzschéen, - du moins s'imaginait-il l'être - et l'autre était thomiste. Le christianisme et le catholicisme avec sa discipline les séparaient. Aussi est-il très difficile aujourd'hui, si l'on n'a pas été mêlé à ce temps, de faire dans *Combat* la part qui était celle de Fabrègues et celle de Maulnier et Zeev Sternhell simplifie beaucoup - on sait qu'il pratique allègrement la méthode de l'amalgame quand il aligne, à la veille de la guerre, les positions de Fabrègues sur celles de Maulnier. Car Jean de Fabrègues a eu aussi sa part d'insinuations calomnieuses et d'insultes dans le livre récent de Sternhell, *Ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France*. En désossant complètement un article que Fabrègues avait publié en janvier 1937 dans *Combat*, «une mystique matérialiste : la démocratie hitlérienne», en multipliant des citations réduites à quelques mots, Sternhell a réussi à lui faire dire exactement le contraire - une apologie des thèses hitlériennes - de ce qu'il affirmait. Fabrègues avait écrit cet article pour mettre en garde les jeunes Français, spécialement ceux qui étaient catholiques, qui auraient pu être tentés par les séductions de l'hitlérisme. Il y affirmait avec force que l'idéologie - il écrivait *culture* - hitlérienne reposant sur une divination du sang allemand était «absolument étrangère à l'horizon chrétien» : «On a l'âme que commande son sang et rien de plus ni rien d'autre». Et montrant que la

politique hitlérienne impliquait un embrigadement complet de l'individu, il concluait : «le national-socialisme est donc une caserne de l'esprit non l'école et la protection d'une société». Au contraire, Sternhell laissait entendre que Fabrègues approuvait les thèses d'Hitler et il le citait si perversement qu'on pouvait croire qu'il approuvait une démocratie, celle d'Hitler, qui excluait les Juifs mais qui était celle «des hommes de sang pur».

Déjà, dans ces mois, la figure du journaliste catholique, celui qu'il allait devenir et qu'il ne cesserait plus d'être, loin des engagements politiques trop précis, se précisait. Sous l'occupation, Fabrègues, en plein accord avec la hiérarchie, publia à Lyon un hebdomadaire, *Demain*. Il fut durement attaqué pour cela après la Libération, mais il n'eût aucune peine à se disculper, rappelant les contacts courageux et précis qu'il avait eus avec le Mouvement National des Prisonniers de guerre et Déportés, que dirigeait François Mitterrand. Puis, de 1945 jusqu'à sa retraite, c'est sa longue présence, d'abord rédacteur en chef, puis directeur, à *La France catholique*. Pendant des années - je publiais toutes les semaines une «chronique de la Radio» dans le journal - nous nous sommes rencontrés. Il n'avait pas abandonné les espoirs de sa jeunesse, mais il s'efforçait dans des articles bien écrits et prudents, d'exprimer l'opinion moyenne de l'Eglise. Il y mettait beaucoup de foi, de modestie et de talent, se réservant de s'exprimer plus personnellement dans des livres où l'on retrouvait mieux le Fabrègue de vingt ans : un *Maurras*, un *Bernanos*, un *Curé d'Ars*, une *Edith Stein*, une présentation de *La femme pauvre* de Léon Bloy. Il n'était pas du tout opposé à une réforme de l'Eglise, comme le Père de Lubac le demandait, mais il voulait qu'elle reste chrétienne. Au fond, ce qui l'a toujours séparé des «progressistes», c'est qu'il n'avait jamais abandonné l'espoir qu'il puisse exister une société chrétienne. Cette société est tombée à grands pans autour de nous. Où existe-t-elle aujourd'hui en dehors de la Pologne, martyre et occupée ?

Pierre ANDREU

N.D.L.R. En 1972, lors des débuts de ce journal, nous avons entrepris une enquête auprès d'un certain nombre de personnalités, sur le thème «République ou monarchie» : Jean de Fabrègues avait accepté d'y participer. Dans sa réponse (publiée dans «La Nouvelle Action Française» numéro 52, du 26/4/72), il nous déclarait qu'il n'était plus monarchiste et nous confiait sa foi dans la construction de l'Europe.

Cité

Revue de la Nouvelle Action Française

n° 5

SOMMAIRE

- Editorial par Ph. Cailleux
- Le Colloque
- Etude :
 - Tocqueville et la démocratie (par le Club N.C. de Paris)
- Polémique
 - La révolution conservatrice américaine (à propos du livre de G. Sorman, par B. Renouvin)
- Etude
 - L'après-féminisme (bilan par E. Mousset)
- Entretien
 - Réflexion sur l'insécurité avec Philippe Boucher, éditorialiste du «Monde»
- Chroniques
 - Voyages : «L'union soviétique où le rouge est mis» (M. Fontau-relle)
 - «Le sanglot de l'homme blanc» (à propos d'un livre de Pascal Bruckner, par A. Flamand)
 - «Le sujet freudien» (à propos du livre de R-B Jacobsen, par J. Betbèze).



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

/ / commande le N°5 (15 F franco)
s'abonne pour 5 numéros
/ / tarif normal : 60 F
/ / tarif soutien : 100 F
ci-joint un chèque à l'ordre de
«Cité», CCP 23 982 63 N Paris,
17, rue des Petits-Champs 75001
Paris.

ARNO MAYER

LA PERSISTANCE DE L'ANCIEN RÉGIME

L'Europe de 1818 à la Grande Guerre



FLAMMARION

L'idée que le XIX^{ème} siècle est le siècle des dynasties bourgeoises nous ferait oublier la survivance de pans entiers de l'Ancien Régime ? Thèse intéressante, à condition de l'étayer assez solidement.

Pourquoi l'attentat de Sarajevo est-il toujours considéré comme le point de départ de la Grande Guerre ? En plus de la réalité du déséquilibre diplomatique entraîné par l'importance de cet événement, Arno Mayer y repère une autre réalité, plus symbolique. Il y voit le début de l'agonie des institutions de l'Ancien Régime. Les deux premières guerres mondiales réunies (« la seconde guerre de trente ans ») seraient le dernier acte des sociétés aristocratiques occidentales (sic). Nous étions plus volontiers habitués à voir ce phénomène issu des événements français de janvier 1793. Mais Mayer argumente son hypothèse avec force exemples et chiffres.

Le 20 mai 1910 la dépouille mortelle d'Edouard VII d'Angleterre était conduite jusqu'en sa dernière demeure en présence de plus de deux millions de personnes massées sur les trottoirs. Sui-

vaient derrière neuf authentiques rois, tous parents et un impressionnant cortège de princes et de ducs, sans que la police craigne un incident, malgré les graves problèmes sociaux et les agitations irlandaises. Pour la France, Mayer illustre la survivance des ordres anciens avec des exemples tels que celui du Comité des Forges dont la moitié des administrateurs était issue des vieilles familles d'épée. En Russie, la bourgeoisie était pratiquement inexistante dans les secteurs de pointe de l'industrie. Le Tsar et la noblesse russe se partageaient ce domaine. Et dans des pays comme l'Allemagne et l'Autriche les banques et l'industrie dépendaient de la politique protectionniste et nationaliste de l'Etat.

Mais alors quelle était cette bourgeoisie dominatrice, ce monde des affaires et de l'entreprise capitaliste que dénonçait Lénine ?

Le capitalisme se partageait-il le gâteau du monde, au début du siècle, ou était-il soumis au contrôle politique des vieilles élites ?

Arno Mayer est un chercheur marxiste attendri par les complexes de la bourgeoisie. La bourgeoisie n'avait pas la possibilité d'avoir une conscience de classe, entravée comme elle l'était par son attirance insatisfaite pour l'aristocratie. D'après ce marxiste installé à Princeton, la noblesse était la seule classe consciente de son identité. Elle continuait à exercer la réalité des pouvoirs politiques, industriels et souvent culturels. Les économies occidentales restaient pour la plupart des économies rurales, à l'exception de l'Angleterre. Et si la noblesse française avait souffert de nombreuses saignées, elle fut complétée par une bourgeoisie de cour, à l'image de celle qui entourait Napoléon III. L'auteur explique ce phénomène d'inertie de l'histoire par la faculté réelle de la bourgeoisie à approprier certaines valeurs aristocratiques. Mais connaître son ambition et la maîtriser n'est-ce pas une preuve de force et d'équilibre ?

Cette façon de construire une étude historique à partir d'un seul critère (bien que Mayer nous la présente dans son introduction, sous la forme de trois hypothèses) conduit son auteur dans des directions surprenantes. Il ne réussit pas à nous convaincre. Ce que nous pouvons retenir, particulièrement, est l'intelligence de sa présentation du darwinisme social et des théories élitistes du pouvoir de Nietzsche (pages 276 et 277).

Mais cette persévérance de forces négatives dans le cours de l'histoire procédait-elle de la mobilisation des Anciens Régimes ou procédait-elle plutôt de quelque chose de propre et d'interne aux petites bourgeoisies occidentales ? Mayer nous démontre peut-être l'appropriation de certaines valeurs aristocratiques par la bourgeoisie, mais cela n'a aucun sens d'associer par synonymie aristocratie et Ancien Régime et de ne pas voir entre les noblesses autant de différences qu'entre les rotures. D'où de trop nombreuses phrases généralisatrices, que rien n'argumente ou ne défend, comme : « L'Eglise révérait ceux qui étaient nés nobles, puissants et fortunés... » Pour un hégélien il est certain que tout ce qui œuvre à freiner le cours de l'histoire est monstrueux. Toutefois il s'agit d'un véritable contresens histo-

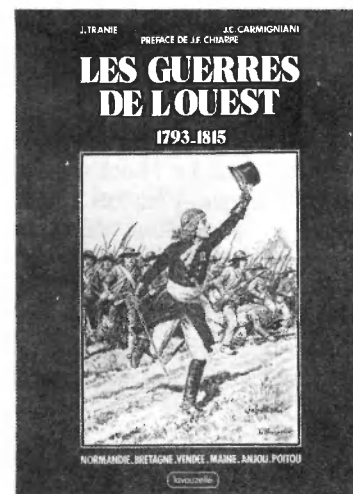
rique que de rendre solidaires et complices monarques et féodaux. Il n'est plus à démontrer combien les monarchies ont toujours combattu les féodalités. Ajoutons qu'il est clair que le rôle de la Monarchie aujourd'hui est la sauvegarde de la démocratie (exemple de l'Espagne ou de Danemarck, cf les livres du comte de Paris).*

Il est à craindre que l'auteur de « La persistance de l'Ancien Régime » se soit fait plaisir en écrivant quelque chose qui le démangeait comme une allergie, mais qui n'aura que peu d'implication sur la façon d'analyser l'histoire de l'Occident à la veille de la Grande Guerre. Arno Mayer échappe-t-il à ce que Georges Dumézil disait ? C'est-à-dire que n'importe quelle idée, pourvu que la bibliographie et les notes soient abondantes, est susceptible d'être intégrée au « savoir », cependant que l'effort de renouvellement est paralysé par le poids monstrueux du passé.

Bertrand
DUMAS-DE MASCAREL

* De même comment faire entrer dans le système d'Arno Mayer le fait que c'est à un aristocrate français, Tocqueville, que l'on doit les plus justes écrits sur la démocratie ?

Arno Mayer - **La Persistance de l'Ancien Régime** - traduit de l'allemand par D. Mandelbaum. Flammarion.



Un superbe livre de 304 pages (format 21 x 28) illustré de plus de 400 documents noir et blanc et de 70 illustrations en couleur. Présenté sous jaquette en couleur.

Préfacé par Jean-François Chiappe, texte de Jean Tranié, iconographie et illustrations de Juan-Carlos Carmigniani et Louis de Beaufort.

A partir du 1er janvier, l'ouvrage sera vendu 490 F. **Offre spéciale** pour nos lecteurs jusqu'à cette date : 390 F pris à nos bureaux (envoi en paquet recommandé pour 415 F).

les jeunes royalistes à l'affiche

Les étudiants royalistes mènent un combat difficile sur fond de dépolitisation générale et de corporatisme sectaire.

Cette année encore, les plus entreprenants d'entre eux présenteront des listes aux élections pour les conseils d'UER. L'action menée à Nanterre depuis 4 ans sans discontinuité commence à porter ses fruits et, cette année, pour la première fois, nous serons présents en Histoire et sans doute en Lettres.

En province, les étudiants de la NAR tentent de démêler l'écheveau administratif, encore embrouillé par les restrictions de crédits et la pagaille qui s'en suit, pour affirmer leur présence grâce aux facilités offertes pendant ou en dehors des élections universitaires.

Par ailleurs la section de Rennes montre l'exemple en organisant une soirée musicale qui a renfloué des caisses jusque là dramatiquement vides.

Des tracts nombreux ont été distribués avec un taux de réponses sensiblement plus élevé que d'habitude.

Les affichages se succèdent avec des troupes souvent réduites mais dures à la tâche. Deux affiches («Tu voteras royaliste !», et le programme national de nos listes) ont été imprimées pour les



élections universitaires. Une autre affiche est destinée aux groupes qui ne présentent pas de candidats sous l'étiquette royaliste mais qui désirent faire de la publicité à «Royaliste-Université».

Le prochain numéro de «Royaliste-Université» va d'ailleurs sortir ces jours-ci. Il sera essentiellement consacré à la réforme Savary :

- Editorial : les 5 batailles de Savary,
- La réforme Savary au Sénat : Papy fait de la résistance,
- Savary-Schwartz : un match au sommet,
- Les propositions de Laurent Schwartz (à propos du livre «Pour sauver l'Université»),

Il est encore question de Savary dans les articles suivants :

- Savary et l'école privée : le salaire de la peur,
- Mécontentement des «mandarins» pour quelques minutes de plus,
- Bac 84 : quels changements ?

On peut recevoir un spécimen de «Royaliste-Université» contre 3 F en timbres ou s'abonner (tarif étudiant/lycéen : 12 F à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris).

● **SOUSCRIPTION** - La place m'a manqué depuis un mois pour rappeler à nos lecteurs la souscription lancée pour couvrir les importants frais d'investissement que nous avons engagés (grosse machine à imprimer offset, matériel de laboratoire de photogravure, mini-ordinateur). Aussi la souscription s'est ralentie d'une manière importante -et inquiétante- alors qu'il nous est absolument indispensable de réunir les fonds nécessaires pour commencer le remboursement des prêts qui nous ont été consentis par des amis. Participer à la souscription est donc un **devoir impératif** pour tous nos sympathisants, même si je ne suis pas là à tendre ma sébille dans chaque numéro du journal ! Merci d'y penser et d'envoyer vos dons à l'ordre de Royaliste, C.C.P. 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

Yvan AUMONT

● MERCREDIS DE LA N.A.R.

Chaque mercredi, une réunion a lieu dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (métro Bourse ou Palais-Royal). Au cours de cette réunion, nous accueillons chaque semaine un invité extérieur à la N.A.R. qui vient faire une conférence suivie d'un débat.

ATTENTION : Exceptionnellement il n'y aura pas de réunion le mercredi 14 décembre.

Les conférences commencent à 20 heures. L'entrée en est gratuite.

● RÉUNIONS DE PRISE DE CONTACT ET D'INFORMATION SUR LA N.A.R.

Ces réunions, animées par Bertrand RENOUVIN, sont destinées tant aux simples lecteurs ou sympathisants désireux de mieux nous connaître qu'aux abonnés ou aux adhérents qui souhaitent voir s'organiser une action concertée dans leur région.

* **CANNES** - Vendredi 16 décembre à 18 h 30 à l'Univers-Hôtel, 2 rue du Maréchal-Foch (angle de la rue d'Antibes). Après la réunion ceux qui le désirent pourront participer à un dîner amical au restaurant en compagnie de Bertrand Renouvin.

* **MARSEILLE** - Samedi 17 décembre à 15 heures au Restaurant Paul Auberge du Corsaire, Les Goudes, 13008 Marseille. (Le quartier des Goudes -en bord de mer au sud de Marseille- est desservi depuis le centre ville par une ligne de bus).

● **ANGERS**. Nicolas Lucas et son équipe vous invitent le vendredi 9 décembre 1983 à venir commenter avec eux la «Lettre» que le comte de Paris vient d'adresser aux Français. Ils vous accueillent à partir de 19 heures, Brasserie du Ralliement, rue Saint Maurille à Angers, salle du sous-sol, ou un lunch sera servi (participation aux frais pour le lunch : 35 F).

Réponse souhaitée à Nouvelle Action Royaliste, Xavier Perrodeau, Boîte Postale 253 - 49002 ANGERS Cédex.

Le lendemain 10 décembre se tiendra à Angers une Convention régionale des adhérents.

● **JURISTES ROYALISTES** - On nous annonce la création de la «Confédération Française des Juristes royalistes» qui se propose de rassembler les juristes royalistes pour un travail de réflexion et de prospective, de publier une revue et d'organiser des conférences et colloques. Tous renseignements peuvent être obtenus en écrivant à C.F.J.R., 1 Carrefour Beaupeyrat, 87000 Limoges.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an (145 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

une monarchie de fait ?

« Il faut un Président à la France » disaient, en 1981, les affiches d'un candidat qui n'était autre que le chef de l'Etat en exercice. D'aucuns, les lisant, crurent comprendre qu'il y avait eu sept années de vacance et en tirèrent la conclusion. Mais maintenant, et c'est cela le véritable changement, il est clair que la France a un Président, du moins en ce qui concerne notre politique extérieure et notre défense.

Le dire n'est pas faire acte d'allégeance, et souligner l'importance politique de l'entretien télévisé du 16 novembre ne signifie pas que nous avons décidé de suivre le Président les yeux fermés. Dans notre monde violent et compliqué, dans un pays encore trop faible et menacé par plus « grands » que lui, le doute est permis et la dérive toujours redoutée.

QU'EST-CE QU'UN PRESIDENT ?

Mais tout de même ! Que cherchons-nous, les uns et les autres, sous des étiquettes et des formules différentes ? D'abord que la France soit comprise, aimée, et bien servie. Cela implique, pour l'homme qui la représente et cherche à l'incarner, à la fois fermeté, fidélité et liberté dans l'action. Là est l'essentiel, que le Président de la République a rappelé en quelques phrases simples et justes, et qu'il tente de traduire en actes au prix des drames et des difficultés que l'on sait.

Un Président, n'en déplaise à Georges Marchais, c'est l'unité de la décision, sans laquelle rien ne peut être entrepris ni défendu. Une assemblée ou un conseil émettent des critiques ou des avis presque toujours contradictoires; comment pourraient-ils choisir, donc trancher par eux-mêmes ? En matière de défense, comme pour les autres grandes orientations politiques, tout dépend de la « détermination » (1) d'un seul. Il était bon que cela fût souligné, qui résume la pratique du pouvoir.

Un Président, c'est la fidélité au projet de la nation, pour elle-même et dans le monde. C'est une volonté mise au service de l'indépendance du pays, « de nos actions et de nos jugements », et c'est le refus de l'effacement : « je ne peux pas signer - je m'y refuserai - la disparition de la France de la surface du globe, en de-



par
bertrand
renouvin

hors de son pré carré ». Si le Président ne le peut pas, c'est qu'il se considère comme le continuateur d'une tradition historique, et non comme l'expression d'un simple phénomène électoral; c'est qu'il a la charge de défendre des « intérêts légitimes », et non pas ceux de ses électeurs; c'est que la mission dont il est investi dépasse l'homme qu'il est, et le partisan qu'il a été. Il était bon que cela fut rappelé, qui résume le souci politique.

Un Président c'est, dans l'action, la pleine liberté à l'égard de son parti d'origine, comme de tout autre. L'opposition, qui cherche une faille de ce côté, et qui fait semblant de la trouver, ne peut être prise au sérieux dans ses remontrances. Renvoyant l'Internationale socialiste à ses contradictions, et les partis à leurs débats, le Président a clairement affirmé qu'il n'avait d'autre responsabilité que « son devoir vis-à-vis de la France ». Il était bon que cela fut rappelé, qui résume la condition première de l'exercice de tout pouvoir vrai.

Sans doute, l'opposition continuera de dénoncer les intentions et les compromissions cachées. Mais comment ne pas voir que, jour après jour, les faits apportent à la droite de cinglants démentis ? Le parti dominant, on le sait encore mieux depuis le congrès de Bourg-en-Bresse, ne peut que s'incliner devant la volonté présidentielle. Quant au parti communiste, il est évident qu'il n'exerce aucune influence sur la politique étrangère et sur la défense. A-t-il empêché le Président de se déclarer favorable à l'installation des « Pershing 2 » ou d'intervenir au Liban et au Tchad ? Il n'empêche même pas Mme

Cresson d'exclure, dans des conditions humiliantes, J.B. Doumeng de la commission franco-soviétique... Tout discours sur le « socialo-communisme » relève de la polémique : le parti communiste n'a d'autre choix que s'aligner ou s'en aller.

MITTERRANDISME ?

Faut-il, dès lors, se proclamer « mitterrandiste » ? Pour le présent sans doute, même si les décisions économiques se font attendre. Mais les perspectives sont trop limitées par les échéances électorales pour que l'on puisse se contenter de cette attitude. Tranchons le mot, au risque de faire frémir : nous sommes dans une monarchie de fait instaurée par le général de Gaulle et restaurée par François Mitterrand après l'intermède giscardien, puisque la monarchie, au sens premier, n'est autre que cette unité de décision. Plus encore : la fidélité au projet national et le souci de l'indépendance du pouvoir sont au cœur de la politique capétienne que le Président reprend, peut-être inconsciemment, quand il dit que rien ne peut être fait sans la solidarité des Français « devant l'histoire et dans le temps ». Telle est bien la nécessité fondamentale que le comte de Paris exprimait dans sa « Lettre aux Français ».

Mais cette monarchie de fait est trop partiellement accomplie pour que la solidarité puisse être effectivement vécue. Manque l'homme qui incarnerait l'histoire tout entière, par héritage transmis de siècle en siècle. Manque l'adhésion populaire - ce fameux consensus toujours refusé qui fait du chef de l'Etat l' élu d'un camp contre un autre camp. Manque le temps nécessaire à l'accomplissement du projet, et les règles qui permettraient que sa continuité soit assurée.

Il n'est pas fou de prolonger ainsi la réflexion présidentielle sur le pouvoir. Après tout, c'est le général de Gaulle qui avait poussé la logique des institutions jusqu'à son terme en songeant à faire appel au comte de Paris.

Bertrand RENOUVIN

(1) Toutes les citations sont extraites de l'entretien télévisé du 16 novembre.